

site internet dédié, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

L. 8256-7-1

LOI n°2011-672 du 16 juin 2011 - art. 82

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le prononcé de la peine complémentaire de fermeture provisoire d'établissement mentionnée au *4° de l'article 131-39 du code pénal* n'entraîne ni rupture, ni suspension du contrat de travail, ni aucun préjudice pécuniaire à l'encontre des salariés de l'établissement concerné.

L. 8256-8

LOI n°2011-672 du 16 juin 2011 - art. 81

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes morales condamnées au titre de l'infraction prévue au troisième alinéa de l'article **L. 8256-2** encouront la peine complémentaire de confiscation de tout ou partie de leurs biens, quelle qu'en soit la nature.

service-public.fr

- > Un particulier employeur peut-il embaucher un salarié étranger ? : Emploi d'étrangers non autorisés à travailler
- > Comment faire pour embaucher un salarié étranger ? : Sanctions
- > Autorisation de travail d'un étranger salarié en France : Sanctions pénales en cas d'emploi d'étrangers sans titre de travail
- > Que risque une entreprise en cas de travail illégal ? : Sanctions pénales
- > Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Sanctions

Titre VI : Cumuls irréguliers d'emplois

Chapitre Ier : Interdictions et dérogations

Section 1 : Interdictions.

L. 8261-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Aucun salarié ne peut accomplir des travaux rémunérés au-delà de la durée maximale du travail, telle qu'elle ressort des dispositions légales de sa profession.

L. 8261-2

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Nul ne peut recourir aux services d'une personne qui méconnaît les dispositions de la présente section.

Section 2 : Dérogations.

L. 8261-3

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont exclus des interdictions prévues à l'article **L. 8261-1** :

- 1° Les travaux d'ordre scientifique, littéraire ou artistique et les concours apportés aux oeuvres d'intérêt général, notamment d'enseignement, d'éducation ou de bienfaisance ;
- 2° Les travaux accomplis pour son propre compte ou à titre gratuit sous forme d'une entraide bénévole ;
- 3° Les petits travaux ménagers accomplis chez des particuliers pour leurs besoins personnels ;